

Réseaux & territoires

Les oubliés du Ségur déplorent l'hospitalo-centrisme d'Olivier Véran

Auteur Guillaume Vonthron

Temps de lecture 3 min

Date de publication 17/02/2021

[0 commentaires](#)



Le compte n'y est toujours pas. Si les primes covid devraient finalement être versées aux salariés des services d'aide à domicile, les revalorisations salariales sont elles toujours attendues par le secteur. Oubliés du Ségur, le secteur du domicile continue de faire entendre sa voix, tout comme les professionnels de santé des établissements et services associatifs, commerciaux. Explications.

Les conclusions du Ségur de la santé ont été présentées le 21 juillet dernier, près de 7 mois plus tard les inégalités de traitement demeurent.

Après les revalorisations des agents du secteur public et du privé lucratif, jeudi dernier Olivier Véran annonçait que tous les salariés des structures sociales et médico-sociales qui sont rattachées à un établissement public hospitalier, obtiendraient à partir du 1^{er} juin, une revalorisation de 183 euros net mensuels supplémentaires sur leur fiche de paie.

Le secteur du domicile lui, compte toujours parmi les “oubliés”...

Le ton monte

Dans le Loir-et-Cher, une quinzaine d'aides à domicile réclame depuis 9 semaines une amélioration de leurs conditions de travail et de leur salaire.

Une grève illimitée pour tenter d'attirer l'attention sur ce secteur essentiel où il est pourtant difficile de gagner plus de 900 euros par mois.

De son côté [l'UNA](#) a annoncé avoir rencontré la Mission Laforcade afin d'insister sur l'urgence de la situation.

*“Le Ségur de la santé a entraîné des effets négatifs sur l'emploi dans notre secteur, **amplifiant encore le manque d'attractivité** que subissent nos métiers. Les mesures complémentaires du Ségur annoncées par le ministre de la Santé le 11 février, à savoir une revalorisation salariale à hauteur de 183 € net par mois pour les 18 500 agents des structures sociales et médico-sociales publiques, ne peuvent qu'aggraver cette situation. Pour UNA, les mesures envisagées dans le plan métiers du grand âge, ne trouveront leur pleine efficacité qu'accompagnées d'une réelle revalorisation salariale permettant de limiter les concurrences entre les opérateurs.”*

Ce lundi, plusieurs organisations dont [l'AD-PA](#) et CFE-CGC conviait la presse pour faire entendre les revendications des “oubliés du Ségur”. Il dénoncent l'hospitalo-centrisme et le manque de respect des professionnels de première ligne.

Le secteur de l'aide et des soins à domicile **c'est 230 000 salariés**, 70% dans des services associatifs, 20% commerciaux, 10% publics territoriaux et hospitaliers. *“Seuls les salariés de ces murs hospitaliers seront revalorisés. L'immense majorité des autres n'auront rien”,* s'insurge Pascal Champvert. *“On assiste à un problème éthique grave : de non-respect des professionnels et des personnes fragilisées. Nos décideurs ne pensent qu'aux « murs », qu'aux services, et non aux métiers de la santé au sens OMS du terme (Médecins, pharmaciens, professionnels du domicile). Ainsi les personnes fragilisées vivant à leur domicile historique, ont moins accès aux vaccins que celles qui vivent aujourd'hui en Ehpad.”*

Après le décompte des morts en Ehpad, nous attendons les chiffres des morts aux domiciles, insiste Dr Zerbib de la CFE-CGC. Sa [pétition](#) pour une revalorisation juste et immédiate des professions médicales du secteur non lucratif a recueilli 15 998 signatures (au 17 février 2021).

Tous réclament l'ouverture immédiate de négociations avec le ministère, avec la mission Laforcade et

- L'amélioration des salaires et des carrières des médecins et pharmaciens du secteur privé non lucratif, et des médecins coordonnateurs des EHPAD
- L'amélioration des salaires et des carrières de tous les salariés du secteur privé lucratif
- L'amélioration des salaires des oubliés du secteur privé non lucratif : handicap, domicile, IFSI
- L'extension du Ségur à tous les secteurs des soins à domicile

Seule la CFE-CGC a obtenu un rendez-vous avec la mission Laforcade ce 24 février. Quels moyens d'actions sont-ils mobilisables pour faire entendre ces revendications en ces temps de crise sanitaire, de campagne de vaccination ?

En Ehpad, les médecins coordonnateurs **envisagent une grève du zèle dans la validation des coupes Pathos/GIR, pour les forfaits soin.** *“S’il faut en arriver à activer ce moyen de pression, nous y pensons”*, souligne le Dr Renaud Marin La Meslee, [président du SNGIE](#).

Quant au Dr Emmanuel Loeb, président de [“Jeunes Médecins”](#), **il estime que la santé va être un des enjeux majeurs de la présidentielle 2022** : quels parcours de soins possibles ? Quels accès aux soins sur les territoires ? Quelles coopérations entre professionnels de santé au regard des tensions sur la démographie médicale ? Quelles évolutions des métiers : IPA (infirmiers en pratique avancée) ?

“D’autant que la [santé au sens OMS](#) du terme est un investissement dans une offre intelligente, en parcours, partout sur les territoires. On le voit aujourd’hui quand l’économie est à l’arrêt à cause de cette crise sanitaire”, conclut Pascal Champvert.